**Questionnaire sur les indicateurs mondiaux de gouvernance réglementaire**

Madame, Monsieur,

Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude pour votre participation au projet **Indicateurs mondiaux de gouvernance réglementaire**. Grâce à la contribution d'experts tels que vous à travers le monde, nous avons été en mesure de recueillir, l’année dernière, des données pour 185 économies sur la manière dont les pouvoirs publics permettent aux citoyens de participer au processus réglementaire et conduisent des études d’impact des projets de réglementation. Ces données sont utilisées par des chercheurs et des décideurs du monde entier et sont maintenant disponibles sur le site [rulemaking.worldbank.org](http://rulemaking.worldbank.org/). Le projet vise à mettre en lumière les bonnes pratiques règlementaires des gouvernements afin d’encourager les réformes dans ce domaine.

Dans ce contexte, nous vous saurions gré de participer à la phase de collecte de données pour les indicateurs globaux de gouvernance réglementaire pour l’année 2017. En tant qu’expert(e) de la réglementation de votre pays, votre contribution, ou celle de toute personne qui serait en mesure de participer au projet, est indispensable pour parvenir à des résultats complets, précis et à jour. Nous estimons qu’il faudra environ 60 minutes pour remplir ce questionnaire.

Notre équipe se tient naturellement à votre entière disposition pour répondre à toutes questions que vous pourriez avoir sur le projet ou le questionnaire. Nous vous remercions de renvoyer le questionnaire complété par e-mail à rulemaking@worldbank.org.

En vous remerciant par avance de l’aide précieuse vous voudrez bien nous apporter, nous vous prions d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de notre vive gratitude.



Valentina Saltane

Senior Private Sector Development Specialist

Development Economics, World Bank Group

Tel: +1 (202) 473 7143

Fax: +1 (202) 473 5758

Email: rulemaking@worldbank.org

**Questionnaire sur les indicateurs mondiaux de gouvernance réglementaire**

## **Informations sur le principal contributeur**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nom** |  | **Coordonnées** |  |
| Titre *(M., Mme., Dr.)* | [     ] | Nom de l’agence | [     ] |
| Nom | [     ] | Nom du département | [     ] |
| Prénom | [     ] | Site internet | [     ] |
| Fonction *(Directeur, conseiller…)* | [     ] | Courriel | [     ] |
|  |  | Téléphone | [     ] |
|  |  | Téléphone portable | [     ] |

## **Contributeurs supplémentaires**

## Si d’autres contributeurs ont participé à remplir ce questionnaire, veuillez indiquer leurs coordonnées ci-dessous.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom | Profession | Courriel | Téléphone |
| [titre] [prénom][nom] | [nom de l'agence][fonction][profession] | [     ] | [téléphone] [téléphone portable]  |
| [titre] [prénom][nom] | [nom de l'agence][fonction][profession] | [     ] | [téléphone][téléphone portable] |
| [titre][prénom][nom] | [nom de l'agence][fonction][profession] | [     ] | [téléphone][téléphone portable] |

**Références**

Merci de nous aider à recueillir davantage de données en nous indiquant ci-dessous les noms et coordonnées d'autres experts ou organisations susceptibles de participer à l'étude.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Prénom** | **Nom** | **Fonction** | **Agence** | **Adresse** | **Téléphone** | **Courriel** |
| [      ] | [      ] | [      ] | [      ] | [      ] | [      ] | [      ] |
| [      ] | [      ] | [      ] | [      ] | [      ] | [      ] | [      ] |

**Questionnaire sur les indicateurs mondiaux de gouvernance réglementaire**

**Définitions**

Pour les questions ci-dessous :

* Le terme « **projet de réglementation** » désigne toute mesure d’application générale élaborée par une autorité exécutive, un ministère ou un organisme de réglementation, ayant un impact sur les activités économiques et ayant, si mise en œuvre, force de loi pour l’ensemble des personnes ou entités visées par ladite mesure. Cela inclut les procédures législatives déléguées, les formalités administratives, les décrets, les circulaires et les directives. Ce terme inclut également les projets qui émanent du gouvernement mais qui requièrent l’accord final du parlement, d’une autre entité législative ou du chef de l’Etat.
* Le « **processus réglementaire**» correspond au processus d’élaboration de projets et versions finales de réglementation.

Nous vous remercions de bien vouloir formuler vos réponses en fonction des pratiques de votre ministère, agence ou organisme de réglementation. Si vous avez connaissance de pratiques différentes de celles de votre organisme, veuillez les décrire, le cas échéant, dans les sections « autres commentaires ».

**Questions**

|  |
| --- |
| Réformes |
| 1. **Y a-t-il eu des réformes depuis le 1er avril 2016 qui ont eu une incidence sur le processus réglementaire de votre périmètre de compétences – concernant, par exemple, les mécanismes de notification, de publication des projets proposés, de consultation du public, l’accessibilité aux lois et règlements adoptés, la réalisation d’études d’impact de la réglementation, et/ou les évaluations ex post de la réglementation ?**
 |
|       |

|  |
| --- |
| Transparence du processus réglementaire |
| 1. **Les ministères ou organismes de réglementation de votre périmètre de compétences élaborent-ils des** **agendas règlementaires et législatifs prévisionnels contenant une liste de projets ou changements de nature réglementaire que votre organisme prévoit de mettre en œuvre dans le cadre d’un calendrier prédéfini ?** (Si non, veuillez passer à la section 3)
 | Veuillez expliquer :     *S'applique aux :*[ ]  Lois[ ]  Réglementations |
| Si oui, à quelle fréquence ces plans sont-ils développés ? |       |
| Si oui, cette liste de projets est-elle accessible au public ? |   |
| Si oui, veuillez expliquer comment ces projets sont communiqués au public. |       |
| 1. **Le gouvernement publie-t-il des rapports réguliers sur l’avancement de l’agenda des réformes réglementaires ?** (Si non, veuillez passer à la section 4)
 | Veuillez expliquer :      |
| Si oui, où ces rapports sont-ils publiés ? |       |
| Si oui, à quelle fréquence ces rapports sont-ils publiés ? |       |
| 1. **Les ministères ou organismes de réglementation de votre périmètre de compétences publient-ils un avis et/ou publient-ils le texte ou résumé des projets de réglementation (avant leur adoption) ?** (Si non, veuillez passer à la section 5)
 | Veuillez expliquer :     *S'applique aux :*[ ]  Lois[ ]  Réglementations |
| * 1. Où ce projet de réglementation est-il publié ? (Veuillez sélectionner tout ce qui s'applique)
 | [ ]  Sur un site internet unique où sont publiés tous les projets de réglementation *Si oui, veuillez fournir le lien :*      [ ]  Sur le site du ministère ou de l’organisme compétent *Si oui, veuillez fournir le lien :*      [ ]  En le publiant dans un journal officiel ou toute autre publication *Veuillez expliquer :*      [ ]  Par une distribution ciblée aux associations professionnelles ou autres parties prenantes. *Expliquez comment le projet de réglementation est distribué aux parties prenantes :*      *Quels sont les critères utilisés pour identifier les parties prenantes :*      [ ]  Autre (veuillez préciser) :    |
| * 1. Veuillez fournir un exemple d'une publication récente de texte ou résumé de projet de réglementation (par exemple, référence, date, moyen de communication).
 |       |
| * 1. Les ministères ou les organismes de réglementation de votre périmètre de compétences ont-ils l’obligation légale de publier les projets de réglementation avant leur adoption ?
 | Veuillez expliquer :     *S'applique aux :*[ ]  Lois[ ]  Réglementations |
| Si oui, veuillez préciser la base juridique. |       |
| Si oui, à quelle fréquence estimeriez-vous que ces obligations légales sont respectées ? | [ ]  Toujours[ ]  Parfois[ ]  Rarement |
| * 1. Le projet de réglementation est-il publié dans son intégralité ?
 | Veuillez expliquer :     *S'applique aux :*[ ]  Lois[ ]  Réglementations |
| Si non, veuillez indiquer ce qui est publié (par exemple, un résumé). |       |
| * 1. Le texte ou le résumé du projet de réglementation est-il accessible au public ?
 | Veuillez expliquer :     *S'applique aux :*[ ]  Lois[ ]  Réglementations |
| Si oui, veuillez préciser la durée durant laquelle ce projet est accessible au public. |       |
| Ce délai correspond-il à une obligation légale ? |  |
| Si oui, veuillez préciser la base juridique. |       |
| Si oui, à quelle fréquence estimeriez-vous que ces obligations légales sont respectées ? | [ ]  Toujours[ ]  Parfois[ ]  Rarement |
| * 1. Des documents supplémentaires, de nature explicative ou informative, accompagnent-ils les projets de réglementation afin de permettre au public de comprendre la nature et l’étendue de ces projets ?
 | Veuillez expliquer :     *S'applique aux :*[ ]  Lois[ ]  Réglementations |
| Si oui, veuillez préciser. |       |
| * 1. Veuillez expliquer si vos réponses s’appliquent seulement à certains types de réglementation (par exemple, droit fiscal, réglementation environnementale, droit commercial).
 |       |
| * 1. Autres commentaires
 |       |

|  |
| --- |
| Consultation publique dans le processus réglementaire |
| 1. **Les ministères ou les organismes de réglementation de votre périmètre de compétences sollicitent-ils les commentaires du public sur les projets de réglementation (avant leur adoption) ?** (Si non, veuillez passer à la section 7)
 | Veuillez expliquer :     *S'applique aux :*[ ]  Lois[ ]  Réglementations |
| * 1. Où sont sollicités les commentaires ?
 | [ ]  Sur un site internet unique où sont publiés tous les projets de réglementation *Si oui, veuillez fournir le lien :*      [ ]  Sur le site du ministère ou de l’organisme compétent *Si oui, veuillez fournir le lien :*      [ ]  A l’occasion de réunions publiques.[ ]  Par une distribution ciblée aux associations professionnelles ou autres parties prenantes. *Si oui, veuillez expliquer :*      *Quels sont les critères utilisés pour identifier les parties prenantes :*      [ ]  Par courrier électronique[ ]  À travers les médias sociaux[ ]  Par courrier/voie postale [ ]  Autre (veuillez préciser) :    |
| * 1. Comment les commentaires sont-ils sollicités ?
 | [ ]  Par une invitation générale à fournir des commentaires [ ]  Par un ensemble de questions prédéfinies |
| * 1. Veuillez fournir un exemple d'un appel récent à consultation envoyé par votre ministère/organisme de réglementation (par exemple, référence, date, moyen de communication, URL).
 |       |
| * 1. Les commentaires peuvent-ils être adressés de manière anonyme ?
 | Veuillez expliquer :     *S'applique aux :*[ ]  Lois[ ]  Réglementations |
| * 1. Certains types de réglementation sont-elles exclues du processus de consultation (par exemple, les réglementations relatives aux enjeux militaires, affaires étrangères ou situation d’urgence) ?
 |  |
| Si oui, veuillez préciser. |       |
| * 1. Les commentaires reçus sont-ils accessibles au public ?
 | Veuillez expliquer :     *S'applique aux :*[ ]  Lois[ ]  Réglementations |
| Si oui, les commentaires sont-ils disponibles en ligne immédiatement ou à la fin de la consultation ? | [ ]  Les commentaires sont disponibles en ligne immédiatement après leur soumission.[ ]  Les commentaires ne sont accessibles au public qu'après la fin de la consultation publique.  |
| * 1. Les pouvoirs publics ont-ils l’obligation légale de solliciter les commentaires du public sur les projets de réglementation ?
 |  |
| Si oui, veuillez indiquer la base juridique (chapitre/paragraphe/article spécifique). |       |
| S’il y a une obligation légale, à quelle fréquence estimeriez-vous que cette obligation est respectée ? | [ ]  Toujours[ ]  Parfois[ ]  Rarement |
| S’il n’y a pas d’obligation légale, à quelle fréquence estimeriez-vous que les obligations de consultation sont respectées ? | [ ]  Toujours[ ]  Parfois[ ]  Rarement |
| * 1. Existe-t-il un organisme public spécialisé en charge de solliciter et de recueillir ces commentaires ?
 |  |
| Si oui, veuillez préciser le nom de cette entité.  |       |
| * 1. Quelle est, en moyenne, la durée de la période de consultation ?
 | Pour les lois :      Pour les réglementations :        |
| Cette durée est-elle établie par la loi ? |  |
| Si oui, veuillez indiquer la base juridique (chapitre/paragraphe/article spécifique).  |       |
| S’il y a une obligation légale, à quelle fréquence estimeriez-vous que ces obligations légales sont respectées ? | [ ]  Toujours[ ]  Parfois[ ]  Rarement |
| * 1. Lors de la sollicitation de commentaires, des conseils sont-ils offerts aux participants afin de les aider à fournir des commentaires exploitables (par exemple, pour les encourager à fournir des illustrations détaillées et des arguments solides) ?
 | Veuillez expliquer :     *S'applique aux :*[ ]  Lois[ ]  Réglementations |
| * 1. Quel fut le nombre moyen de commentaires reçus au cours des cinq dernières consultations publiques ?
 |       |
| * 1. Veuillez expliquer si vos réponses s’appliquent seulement à certains types de réglementation (par exemple, droit fiscal, réglementation environnementale, droit commercial).
 |       |
| * 1. Autres commentaires
 |       |
| 1. **Les ministères ou les organismes de réglementation de votre périmètre de compétences communiquent-ils les résultats des consultations sur leurs projets de réglementation au public ?** (Si non, veuillez passer à la section 7)
 | Veuillez expliquer :     *S'applique aux :*[ ]  Lois[ ]  Réglementations |
| * 1. Comment les pouvoirs publics communiquent-ils les résultats d’une consultation ?
 | [ ]  En préparant une réponse consolidée[ ]  En préparant une réponse personnalisée[ ]  Autre (veuillez préciser) :       |
| * 1. Où les résultats des consultations sont-ils diffusés ?
 | [ ]  Sur un site internet unique où sont publiés tous les projets de réglementation *Si oui, veuillez fournir le lien :*      [ ]  Sur le site du ministère ou de l’organisme compétent *Si oui, veuillez fournir le lien :*      [ ]  En le publiant dans un journal officiel ou toute autre publication *Veuillez expliquer :*      [ ]  A l’occasion de réunions publiques[ ]  Par une distribution ciblée aux associations professionnelles ou autres parties prenantes *Expliquez comment le projet de réglementation est distribué aux parties prenantes :*      *Quels sont les critères utilisés pour identifier les parties prenantes :*      [ ]  Autre (veuillez préciser) :    |
| * 1. La publication des résultats d’une consultation est-elle une obligation légale ?
 |  |
| Si oui, veuillez indiquer la base juridique (chapitre/paragraphe/article spécifique). |       |
| S’il y a une obligation légale, à quelle fréquence estimeriez-vous que cette obligation est respectée ? | [ ]  Toujours[ ]  Parfois[ ]  Rarement |
| S’il n’y a pas d’obligation légale, à quelle fréquence estimeriez-vous que les obligations de publication des résultats sont respectées ? | [ ]  Toujours[ ]  Parfois[ ]  Rarement |
| * 1. Quel est, en moyenne, le délai nécessaire au gouvernement pour communiquer les résultats d’une consultation ?
 |       |
| * 1. Quand les résultats ou réponses sont-ils disponibles ?
 | [ ]  Avant la publication de la version finale de la réglementation[ ]  En même temps que la publication de la version finale de la réglementation[ ]  Après la publication de la version finale de la réglementation[ ]  Autre (veuillez préciser) :       |
| * 1. Veuillez donner un exemple récent d'un rapport sur les résultats d'une consultation communiqué par votre ministère/organisme de réglementation (par exemple, référence, date, moyen de communication, URL).
 |       |
| * 1. Autres commentaires
 |       |

|  |
| --- |
| Etude d’impact |
| 1. **Les ministères ou les organismes de réglementation de votre périmètre de compétences réalisent-ils une évaluation de l’impact des projets de réglementation (avant leur adoption) ?** (Si non, veuillez passer à la section 8)
 | Veuillez expliquer :     *S'applique aux :*[ ]  Lois[ ]  Réglementations |
| * 1. À quelle étape du processus réglementaire les études d'impact sont-elles effectuées ?
 |  |
| * 1. Quel est le type d’impact généralement évalué ? (Sélectionnez tout ce qui s'applique)
 | [ ]  Impact sur les coûts pour les pouvoirs publics (coûts pour l’administration, par exemple)[ ]  Impact sur le secteur privé (le processus de mise en conformité, par exemple)[ ]  Bénéfices escomptés de la réglementation[ ]  Impact sur les obligations ou accords internationaux[ ]  Impact sur l’environnement[ ]  Impact sur la compétitivité et l’ouverture des marchés[ ]  Impact sur les petites et moyennes entreprises[ ]  Modalités de mise en œuvre de la réglementation[ ]  Autre (veuillez spécifier) :        |
| * 1. Y a-t-il une obligation pour les ministères ou organismes de réglementation d’examiner des alternatives aux projets de réglementation ?
 | Veuillez expliquer :     *S'applique aux :*[ ]  Lois[ ]  Réglementations |
| Si oui, veuillez préciser. |       |
| * 1. Veuillez fournir un exemple récent d’étude d'impact réglementaire menée par votre ministère/organisme et/ou par l’organisme gouvernemental spécialisé (par exemple, référence, date, procédure).
 |       |
| * 1. Existe-t-il des critères pour déterminer quels projets de réglementation feront l’objet d’une étude d’impact ? (par exemple, lorsque l’impact sur l’environnement des affaires ou l’économie est supérieur à un certain seuil financier)
 |  |
| Si oui, veuillez indiquer quels sont ces critères ou seuils.  |       |
| * 1. Existe-t-il des lignes directrices officielles spécifiques aux études d'impact réglementaire ?
 |  |
| Si oui, veuillez préciser (par exemple, site internet). |       |
| * 1. L’évaluation de l’un ou plusieurs des impacts mentionnés ci-dessus répond-elle à une obligation légale ?
 |  |
| Si oui, veuillez indiquer la base juridique (chapitre/paragraphe/article spécifique). |       |
| S’il y a une obligation légale, à quelle fréquence estimeriez-vous que cette obligation est respectée ? | [ ]  Toujours[ ]  Parfois[ ]  Rarement |
| S’il n’y a pas d’obligation légale, à quelle fréquence estimeriez-vous que les obligations relatives aux études d’impact réglementaire sont respectées ? | [ ]  Toujours[ ]  Parfois[ ]  Rarement |
| * 1. L’évaluation de l’un ou plusieurs de ces impacts est-elle accessible au public ?
 |  |
| Si oui, comment cette étude d'impact est-elle diffusée ? | [ ]  Sur un site internet unique où sont publiés tous les projets de réglementation *Si oui, veuillez fournir le lien :*      [ ]  Sur le site du ministère ou de l’organisme compétent *Si oui, veuillez fournir le lien :*      [ ]  A l’occasion de réunions publiques.[ ]  Par une distribution ciblée aux associations professionnelles ou autres parties prenantes. *Expliquez comment le projet de réglementation est distribué aux parties prenantes :*      *Quels sont les critères utilisés pour identifier les parties prenantes :*      [ ]  Autre (veuillez préciser) :     |
| * 1. Quand ces études d’impact sont-elles publiées ?
 | [ ]  Au moment de la publication du projet de réglementation dans le cadre du processus de consultation[ ]  Au terme de la période de consultation du projet de réglementation[ ]  Autre (veuillez préciser) :       |
| * 1. Existe-t-il un organisme public spécialisé chargé de conduire, examiner et commenter les études d’impact réglementaire menées par d'autres agences ou organismes gouvernementaux ?
 |  |
| Si oui, veuillez indiquer le nom de cette entité et expliquer quelles sont ses missions. |       |
| * 1. Veuillez expliquer si vos réponses s’appliquent seulement à certains types de réglementation (par exemple, droit fiscal, réglementation environnementale, droit commercial).
 |       |
| * 1. Autres commentaires
 |       |

|  |
| --- |
| Examen des lois et réglementations |
| 1. **Votre gouvernement effectue-t-il des évaluations ex post de la réglementation, c’est-à-dire une évaluation de l'efficacité de la réglementation une fois qu'elle est entrée en vigueur ?** (Si non, veuillez passer à la section 9)
 | Veuillez expliquer :     *S'applique aux :*[ ]  Lois[ ]  Réglementations |
| * 1. Existe-t-il des critères pour déterminer quelles réglementations font l’objet d’évaluations ex post (par exemple, si l'impact économique est supérieur à un seuil monétaire spécifique) ?
 |  |
| Si oui, veuillez indiquer quels sont ces critères ou seuils. |       |
| Veuillez fournir un exemple récent d’évaluation ex post de la réglementation menée par votre ministère/organisme et/ou par l’organisme gouvernemental spécialisé (par exemple, référence, date, procédure). |       |
| * 1. Quelles approches spécifiques sont utilisées par votre gouvernement ?
 | [ ]  Révisions continues (« rolling reviews »)[ ]  Exigence de révision spécifique à chaque règlementation[ ]  Clauses légales de caducité ou clauses d’extinction statutaire (« statutory sunset clauses »)[ ]  Règles d'ajustement stock-flux (« one-in, one-out »).[ ]  Révisions ad hoc (par exemple basé sur la conformité des entreprises ou suite à un changement de politique plus large)[ ]  Autre (veuillez préciser) :        |
| * 1. Est-ce que les évaluations ex post de la réglementation relèvent d’une obligation légale ?
 |  |
| Si oui, veuillez indiquer la base juridique (chapitre/paragraphe/article spécifique). |       |
| S’il y a une obligation légale, à quelle fréquence estimeriez-vous que cette obligation est respectée ? | [ ]  Toujours[ ]  Parfois[ ]  Rarement |
| S’il n’y a pas d’obligation légale, à quelle fréquence estimeriez-vous que les obligations relatives aux évaluations ex post de la réglementation sont respectées ? | [ ]  Toujours[ ]  Parfois[ ]  Rarement |
| * 1. Veuillez expliquer si vos réponses s’appliquent seulement à certains types de réglementation (par exemple, droit fiscal, réglementation environnementale, droit commercial).
 |       |
| * 1. Autres commentaires
 |       |

|  |
| --- |
| Accessibilité des lois et réglementations |
| 1. **Les lois actuellement en vigueur sont-elles accessibles grâce à un outil unique ?**
 |  |
| Si oui, quel est le nombre total de lois actuellement en vigueur ? |       |
| Si oui, comment peut-on avoir accès aux lois en vigueur ? | [ ]  Sur un site unique, géré par les pouvoirs publics, où sont publiées toutes les lois en vigueur *Si oui, veuillez fournir le lien :*      [ ]  Sur un site unique, géré par le secteur privé, où sont publiées toutes les lois en vigueur *Si oui, veuillez fournir le lien :*      [ ]  En le publiant dans un journal officiel ou toute autre publication *Veuillez expliquer :*      [ ]  Autre (veuillez préciser) :    |
| 1. **Les réglementations (règlement, ordonnances, décrets ou autres) actuellement en vigueur sont-elles accessibles dans une version consolidée et grâce à un outil unique ?**
 |  |
| Si oui, quel est le nombre total de réglementations actuellement en vigueur ? |       |
| Si oui, comment peut-on avoir accès aux réglementations en vigueur ?  | [ ]  Sur un site unique, géré par les pouvoirs publics, où sont publiées toutes les lois en vigueur *Si oui, veuillez fournir le lien :*      [ ]  Sur un site unique, géré par le secteur privé, où sont publiées toutes les lois en vigueur *Si oui, veuillez fournir le lien :*      [ ]  En le publiant dans un journal officiel ou toute autre publication *Veuillez expliquer :*      [ ]  Autre (veuillez préciser) :    |
| 1. **Ces sites internet, journaux officiels ou registres peuvent-ils être consultés gratuitement par le public ?**
 |  |
| 1. **Ces sites internet, journaux officiels ou registres sont-ils mis à jour régulièrement**?
 |  |
| Comment ces sites internet, journaux officiels ou registres sont-ils mis à jour ? | [ ]  Les nouvelles règles et amendements sont incorporées dans les règles existantes[ ]  Les nouvelles règles et amendements sont ajoutées de manière continue |
| Veuillez préciser la rapidité avec laquelle une loi, un amendement ou une réglementation est intégré dans les sites internet, journaux officiels ou registres. | Veuillez expliquer :      |
| * 1. Autres commentaires
 |       |

**Merci d’avoir bien voulu compléter ce questionnaire !**

 **Merci de nous renvoyer le questionnaire complété par e-mail à** rulemaking@worldbank.org**.**